

BRÉSIL

Après avoir reculé pendant deux trimestres, le PIB a progressé au deuxième trimestre. L'activité a connu un solide rebond grâce à la résistance de la consommation privée et à la poursuite de la reprise de la production industrielle qui s'était fortement contractée les mois précédents. Dans plusieurs secteurs manufacturiers, l'utilisation des capacités de production n'est plus très loin des niveaux antérieurs à la crise. La reprise de l'investissement ne s'est toutefois pas encore manifestée. La demande intérieure devrait connaître au dernier trimestre de 2009 et en 2010 une croissance vigoureuse soutenue par une combinaison de politique budgétaire et monétaire accommodante.

Le cycle d'assouplissement des conditions monétaires s'est interrompu en septembre après une baisse cumulée de 500 points de base du taux directeur en 12 mois. L'affaiblissement continu des résultats budgétaires est imputable à des facteurs conjoncturels, à la hausse inexorable des dépenses récurrentes -- notamment de la masse salariale de l'administration centrale -- et aux mesures discrétionnaires qui ont été prises en réponse à la crise mondiale. Il est donc peu probable que l'objectif budgétaire de fin d'année soit atteint. Il serait souhaitable de rapporter judicieusement les mesures de relance à compter de début 2010 si, comme escompté, la reprise se confirme.

Brésil : Indicateurs macroéconomiques

	2007	2008	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	5.6	5.1	0.0	4.8	4.5
Inflation	4.5	5.9	4.2	4.4	4.5
Solde budgétaire (en % du PIB) ¹	-2.8	-2.0	-3.5	-1.7	-1.8
Solde budgétaire primaire (en % du PIB) ¹	3.5	3.7	1.5	3.3	3.3
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	0.1	-1.8	-1.4	-1.9	-2.2

Note: Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages de variation par rapport à la période précédente. L'inflation se réfère à l'indice des prix à la consommation en fin d'année (IPCA).

1. Prend en compte une injection de capital (0.5% du PIB) dans le Fonds souverain brésilien en 2008, qui a été traitée comme une dépense, et exclut Petrobras des comptes des Administrations publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 86.